



Prix pétroliers: Le gouvernement hésite

• **Daoudi propose le plafonnement pendant 6 mois, renouvelable une fois**

• **Une nouvelle structure des prix durant la période transitoire**

• **Un scénario du chef du gouvernement**

LE plafonnement du prix des carburants n'est toujours pas tranché par le gouvernement. Le dossier, urgent au mois d'avril au plus fort de la campagne de boycott et après la publication du rapport de la commission parlementaire, fait du surplace.

Une décision devrait être arrêtée en cette «rentrée», selon les déclarations de Lahcen Daoudi, ministre des Affaires générales et de la Gouvernance: «Nous avons soumis des propositions

au chef du gouvernement et nous attendons la décision». Mais le gouvernement semble hésiter. Le risque, selon des observateurs, est de remettre en

s'appliquer pendant une période de six mois renouvelable une seule fois. Le dispositif devrait être mis en place pendant une période transitoire, le temps d'arrê-

de distribution, des cotisations légales et des taxes.

Le plafonnement-fixation du prix maximum de vente du gasoil et de l'essence impliquerait le retour de la structure des prix abandonnée en décembre 2015. Ce qui se traduirait notamment par un resserrement des marges de détail et de distribution, lesquelles auraient légèrement baissé depuis la campagne de boycott et la publication du rapport parlementaire sur les prix des produits pétroliers.

Une baisse qui ne serait pas sans conséquence. Elle aurait un impact sur les investissements et donc sur les ambitions en matière de capacité de stockage, soit à moins de 60 jours. L'obligation de 30 jours minimum de stockage est jugée contraignante puisqu'elle coûterait entre 7 et 8 milliards de DH.

Pour l'heure, près de 700.000 tonnes de capacités de stockage sont en cours de réalisation pour 4 milliards de DH d'investissement. Le secteur s'est engagé à investir 10 milliards de DH sur 5 ans. □

K. M.

Le baril s'approche du seuil des 80 dollars

LA baisse des stocks aux Etats-Unis ces deux dernières semaines, la situation au Venezuela et les sanctions qui doivent entrer en vigueur en novembre contre le pétrole iranien soutiennent la progression des cours du pétrole. L'Iran est le troisième plus grand producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses exportations reculent plus vite qu'attendu. Lundi 3 septembre, le Brent à Londres, après avoir ouvert à 77,71 dollars, est repassé au-dessus des 78 dollars, un seuil qu'il avait atteint en fin de semaine dernière. Depuis le 14 août dernier, la hausse des cours dépasse les 10% sur le Brent. Les autres pays de l'Opep ont certes augmenté leur production au mois d'août, mais des incertitudes entourent leur capacité à compenser la baisse de la production iranienne après les sanctions américaines. □

cause la libéralisation, voire la suppression de la subvention des carburants. «Le gouvernement temporise et va finir par laisser tomber ce projet assimilé à un retour sur la libéralisation», décrypte un opérateur. Le plafonnement du prix des produits pétroliers devrait

ter «une nouvelle structure des prix». En tout cas, le schéma appliqué en Belgique semblait intéresser le gouvernement. Ce modèle tient compte du prix du produit à la sortie de la raffinerie lié aux cotations internationales des produits finis à Rotterdam, d'une marge brute maximale